

Les énergéticiens surfent sur la vague des enceintes connectées

ÉNERGIE

EDF va intégrer Alexa d'Amazon à son offre de pilotage de l'énergie Sowe.

Engie propose des services sur Google Home.

Véronique Le Billon
@VLeBillon

Sitôt annoncé, sitôt intégré. Alors qu'Amazon a lancé son assistant vocal Echo en langue française ce mercredi, EDF a annoncé dans la foulée que sa station connectée Sowe, lancée il y a dix-huit mois pour piloter le chauffage de la maison et couplée à des offres de gaz et d'électricité, va intégrer la commande vocale Alexa d'Amazon. Pour cela, le client de Sowe n'aura pas besoin d'acheter l'enceinte connectée Echo : les fonctionnalités offertes par Amazon seront disponibles à partir de la « télécommande » Sowe. « Très peu d'objets vont intégrer dès maintenant Alexa en France, et Sowe est le seul objet dans le secteur de l'énergie », salue Fabrice Gourdelier, directeur clients du marché des particuliers à EDF. A partir de Sowe, dont le prix

se renchérit d'un euro par mois, à 6,99 euros (hors facture d'énergie), les particuliers pourront aussi avoir accès à l'éventail des services proposés par Amazon sur Echo.

L'électricien, qui a consacré environ 1 million d'euros pour intégrer Alexa et réaliser quelques autres développements, s'était fixé un objectif très flou d'un million de clients pour Sowe à l'horizon de dix ans, et ne donne pas de chiffre sur ses premiers résultats. Mais « Amazon va booster ce marché de la maison connectée », espère Fabrice Gourdelier. Longtemps prédit, l'essor de la domotique n'a jamais été jusqu'à présent à la hauteur des espoirs des fabricants.

Nouvel intermédiaire

EDF va aussi annoncer ces prochains jours que ses clients détenteurs d'une enceinte Echo pourront, eux, obtenir des données sur leur contrat de fourniture d'électricité et de gaz. L'électricien a ainsi développé une application (les « skills », selon le jargon d'Amazon), qui donnera aussi accès à des jeux et des conseils sur l'énergie. Un dispositif similaire a été annoncé mercredi par Engie avec Google Home, l'assistant vocal concurrent d'Amazon. « Depuis l'enceinte connectée Google Home ou sur smartphone Android et iOS compatibles, il est possible de faire le point sur sa consommation d'énergie, obtenir de l'aide en cas de coupure ou tester ses connaissances sur l'énergie », a indiqué Engie mercredi. Cela ne sera toutefois accessible qu'aux détenteurs d'un contrat Elec Weekend (qui nécessite d'être équipé du compteur Linky), encore très minoritaire chez Engie. Direct Energie, en revanche, a « étudié le sujet » mais n'a « pas souhaité, pour le moment, être présent sur ces assistants vocaux », indique une porte-parole.



Les énergéticiens et les équipementiers espèrent que les assistants vocaux vont doper le marché de la domotique. Photo Amazon

Si EDF et Engie mettent en avant l'intérêt de développer « un nouveau canal de relation client », ils prennent le risque de faire entrer un nouvel intermédiaire entre eux-mêmes et leurs clients, ce qu'ils redoutaient encore il y a quelques années. Ces assistants vocaux pourraient aussi donner du grain à moudre à ceux qui critiquent, au nom des craintes sur la protection des données individuelles, l'installation des compteurs communicants Linky et Gazpar. Même si, assure Fabrice Gourdelier, « Amazon ne récupère pas de données de Linky ».

Au-delà de la fourniture d'énergie, le développement des assis-

tant vocaux intéresse tous les équipementiers électriques. Legrand a annoncé que certains de ses objets connectés développés avec Netatmo, déjà pilotables sur smartphone, sont désormais compatibles avec l'assistant vocal d'Amazon. Ils l'étaient déjà avec Siri (Apple) et Google Home. Et le fabricant de thermostats connectés Delta Dore a aussi indiqué que ses applications de pilotage des équipements de la maison (volets, chauffage, éclairage, alarme...) seront aussi compatibles avec Echo. ■

Si EDF et Engie mettent en avant l'intérêt de développer « un nouveau canal de relation client », ils prennent le risque de faire entrer un nouvel intermédiaire entre eux-mêmes et leurs clients, ce qu'ils redoutaient encore il y a quelques années. Ces assistants vocaux pourraient aussi donner du grain à moudre à ceux qui critiquent, au nom des craintes sur la protection des données individuelles, l'installation des compteurs communicants Linky et Gazpar. Même si, assure Fabrice Gourdelier, « Amazon ne récupère pas de données de Linky ».

Au-delà de la fourniture d'énergie, le développement des assis-

Nucléaire : l'Autorité de sûreté se dote de mesures antifraudes

ÉNERGIE

Après les « irrégularités » détectées notamment à l'usine Areva du Creusot, l'ASN a publié une série d'actions visant à renforcer le contrôle.

Deux ans après la révélation « des irrégularités pouvant s'apparenter à des falsifications » à l'usine Areva du Creusot (Saône-et-Loire), l'Autorité de sûreté nucléaire a publié, mercredi, une série d'actions pour mieux les « prévenir » et les « détecter » à l'avenir.

Rappelant que les fabricants d'équipements nucléaires et les exploitants (EDF, Orano, le CEA) sont les premiers responsables de « la chaîne de surveillance et de contrôle », l'ASN leur demande notamment une « sécurisation des données ». Au Creusot, des dossiers de fabrication de pièces nucléaires ont été modifiés pendant des dizaines d'années, sans que les clients d'Areva (repris depuis par EDF) ni l'Autorité de sûreté ne s'en aperçoivent. « Les cas avérés ou suspects, dont certains ont été détectés par les exploitants d'installations nucléaires de base ou les fabricants eux-mêmes, ne concernent qu'une infime partie des activités nucléaires, mais peuvent cependant présenter de forts enjeux en matière de sûreté », note l'Autorité.

Pour limiter les possibilités de falsifications, l'Autorité de sûreté préconise aussi de mieux surveiller les opérations de fabrication, par exemple en faisant intervenir des « tierces parties » (organisme certificateur, par exemple) ou en réalisant des « contre-essais » sur les fabrications.

Lanceurs d'alerte

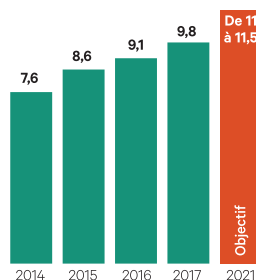
L'ASN souhaite que les exploitants nucléaires prévoient « un système de remontée anonyme d'informations » – des lanceurs d'alerte. Tout en leur précisant « que ce système ne doit être utilisé qu'en cas de risque pour le déclarant ». L'ASN demande aussi aux exploitants « une déclaration systématique des cas de fraude détectés », ce qui n'est pas aujourd'hui « explicitement » prévu par la réglementation.

Pour limiter les possibilités de falsifications, l'ASN préconise de mieux surveiller les opérations de fabrication.

Alors que se déroule actuellement une commission d'enquête parlementaire sur la sûreté et la sécurité des installations nucléaires, l'ASN attend désormais un retour des exploitants d'ici au 1^{er} septembre, soulignant avoir déjà inclus un volet sur la fraude à l'occasion d'inspections récentes. Au printemps, EDF a ainsi été épinglé pour la « détection tardive » d'anomalies sur des soudures, y compris avec deux cas de « modification volontaire » du fournisseur, autrement dit une falsification. Et l'occasion de la découverte de défauts sur les soudures de l'EPN en construction à Flammanville, l'ASN s'est interrogée, sans conclure, sur « les causes de leur non-détection lors des contrôles de fin de fabrication ». — V. L. B.

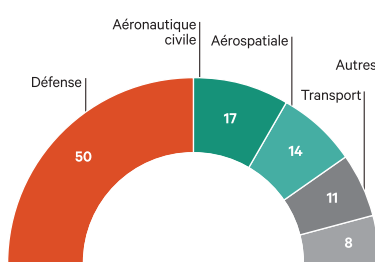
La marge opérationnelle de Thales...

En % de l'Ebit



... et la répartition de ses activités

En %, en 2017



« LES ECHOS » / SOURCE : SOCIÉTÉ

Thales promet une rentabilité d'au moins 11 % en 2021

ÉQUIPEMENT

Thales compte être parmi les meilleurs du monde dans ses cinq principaux métiers.

Anne Bauer
@annebauerbrux

Après avoir présenté d'excellents résultats en 2017 avec une rentabilité opérationnelle de 9,8 % pour un chiffre d'affaires de 15,8 milliards d'euros, Thales s'est fixé de nouveaux objectifs ambitieux pour les quatre ans à venir. Hors acquisition de Gemalto (rachet qui devrait être clos avant la fin de l'année), le groupe prévoit une croissance organique comprise entre 3 % et 5 % en moyenne par an jusqu'à 2021, soit l'équivalent du rythme de croissance enregistré depuis 2014. De surcroît, Thales s'engage sur un nouveau bond en termes de rentabilité avec l'objectif d'atteindre de 11 à 11,5 % de rentabilité opérationnelle en 2021. Pour y parvenir, le PDG demande à ses équipes d'être les meilleurs de la classe dans tous ses métiers : aéronautique, espace, transport terrestre, défense et sécurité.

La acquisition du leader de la sécurité numérique Gemalto ne pourra de son côté qu'apporter encore davantage de grain à moudre, puisque son redressement opérationnel surpassera de loin le coût de la dette contractée par Thales pour le rachat. Le directeur financier, Pascal Bouchiat, promet donc une forte croissance du bénéfice par action de Thales, laquelle sera aussi favorisée par la baisse du taux effectif d'impôt sur les bénéfices. Thales a calculé que ce taux passerait de 31 % en 2017 à 23,5 % d'ici à 2021.

Un milliard pour la R&D Hier, le message principal de Patrice Caine portait sur l'énorme potentiel des métiers du groupe. « On a bien bossé », a-t-il résumé. Nommé à la tête du groupe fin 2014, il a mis en

œuvre le plan Ambition 10 mis au point l'année précédente avec son prédécesseur, Jean-Bernard Lévy. Croissance plus forte que prévu, hausse de 70 % des ventes dans les pays émergents et retour à la rentabilité, tous les objectifs ont été atteints. A l'horizon 2021, le but n'est pas de faire la course à la taille, précise le PDG, mais de viser un leadership dans chaque métier tout en misant sur les ruptures apportées par le digital.

C'est pourquoi Patrice Caine insiste sur une force essentielle du groupe : la recherche et le développement. Connectivité, cybersécurité, analyse du Big Data, intelligence artificielle, sont au cœur des métiers du groupe et de grandes ruptures, comme le train autonome, l'automatisation de l'aviation et la réduction du pilotage des avions à un seul pilote, la gestion du trafic des drones, la robotisation des armées, le combat collaboratif à distance, etc. Le groupe annonce donc une croissance de 25 à 30 % de ses dépenses de recherche pour parvenir au milliard d'euros autofinancés en 2021. « Ce qu'on a investi dans le digital sur des sujets comme l'Internet des objets, la cybersécurité, l'analyse des données est un atout discriminant pour le groupe », explique-t-il. « Des révolutions se préparent, sans doute bien plus vite que ce que peuvent absorber nos clients. » C'est pourquoi Thales a consacré 7 milliards d'euros, Gemalto inclus, à des achats de sociétés dans ces domaines. Le but ? Être prêt pour le grand bond digital. Les ruptures amèneront un vrai surcroît de business (trafic des drones, connectivité des avions, services spatiaux, Internet des objets...) à partir de 2022, anticipe le groupe.

D'ici à 2021, Thales vise entre 2 et 3 % de croissance dans l'aéronautique avec une marge en hausse de 1 point, à 11 %. Dans le transport, la croissance sera de 4 à 5 % et la marge devrait doubler à plus de 8 %, tandis que, dans la défense, Thales veut égarer les plus grands groupes américains, avec une rentabilité de 12 %. ■

10^{ES} TROPHÉES MARKETING COMMUNICATION

DE LA PROFESSION COMPTABLE

L'événement communication des experts-comptables !

Les 10^{es} Trophées MarCom récompenseront les cabinets d'expertise comptable les plus innovants en marketing communication.

Inscrivez-vous !
www.com-experts.fr

Contact : Didier PLANE 06 68 72 33 33
Cérémonie à Paris le 13 décembre 2018

Partenaire institutionnel

Partenaires

Un événement

Les Echos PUBLISHING EXPERT INFOS